

LA GUERRE EN BOSNIE

Lors de la guerre ethnique il y a dix ans, des gens et des communautés ont souffert et ont péri. Aujourd'hui c'est au tour de l'environnement.

traduit de *World Watch*
Par Tim Clancy



En temps de guerre, les silences sont parfois plus terrifiants que les bruits. C'est un de ces silences, dans les rues de Mostar parsemées de cratères, qui me fit m'arrêter, puis plonger derrière un fourgon détruit – quelques instants à peine avant qu'un obus ne s'écrase à quelques mètres d'où je me tenais. Des morceaux de terre m'atteignirent à la figure, mais la carcasse d'acier fit écran aux éclats d'obus.

Un autre obus tomba, et encore une fois, une échappée belle inexplicable. Elles se produisaient sans cesse durant la guerre récente en Bosnie-Herzégovine. Mais des milliers de personnes ne furent pas aussi chanceuses, comme j'ai pu le constater à Mostar en aidant à l'évacuation d'enfants blessés de la partie est de la ville, en état de siège. Peu de zones pouvaient y être qualifiées de sûres, et même l'hôpital de fortune, où les enfants attendaient mon ambulance, avait été frappé neuf fois la semaine d'avant par les tirs d'artillerie et les tirs de mortier qui tombaient comme la pluie sur le secteur à l'est de la rivière.

Pourtant, aussi horrible qu'eût été la situation dans cette zone, ce n'était qu'un petit aperçu d'une guerre complexe et vicieuse (voir en encadré « Une brève histoire de la guerre en Bosnie ») synonyme de dévastation pour les gens, les communautés et le pays lui-même. Des villages entiers furent détruits – les familles chassées, les hommes parfois exécutés, et les habitations brûlées. La capitale, Sarajevo, entourée de montagnes, a subi un règne de terreur. Pendant quatre ans, ses habitants furent constamment et sans discernement menacés de mort par des tireurs embusqués serbes postés en haut des immeubles. 10'000 d'eux moururent durant l'épreuve que traversa la ville, dont plus d'un millier d'enfants. Les trottoirs défoncés et les immeubles en ruines en témoignent encore aujourd'hui. Les décomptes des victimes ont été manipulés à la hausse et à la baisse pour des raisons politiques par chacune des parties, et varient donc selon les sources, mais il ne fait aucun doute que la guerre a coûté la vie à des centaines de milliers de Croates, de Serbes et de Musulmans bosniaques.

Bien entendu, la tragédie n'a pas pris fin avec l'arrêt des tirs. L'héritage durable de la guerre de Bosnie se voit encore dans le paysage lui-même. À côté des villages « nettoyés », où les murs des petites maisons sans toits se dressent comme des pierres tombales, les cicatrices physiques ne sont nulle part aussi apparentes que dans les forêts anciennes, dévastées par des coupes colossales – symboles du désespoir et de l'esprit d'opportunisme qu'engendre une économie ravagée par la guerre. Car au-delà des impacts immédiats des hécatombes, de la désorganisation et du réveil des anciennes inimitiés, la guerre en Bosnie a profondément et durablement perturbé la vie économique, et mis à mal les infrastructures matérielles, sociales et politiques indispensables à une économie fonctionnelle. Le chômage touche 40 % de la population, le manque d'ouvertures économiques en a mené plus d'un au bord du désespoir – et les riches ressources naturelles du pays ont été abandonnées à une exploitation prédatrice.

Des richesses disputées

On peut s'étonner d'entendre évoquer ces « riches ressources naturelles ». Peu de gens en effet imaginent la Bosnie-Herzégovine comme une terre d'espaces sauvages vierges au cœur des Alpes Dinariques. Et pourtant, de la rencontre de la Méditerranée et des climats alpins est né le plus magnifique écosystème d'Europe. Des rivières de montagne prenant naissance sur les sommets de la Chaîne Dinarique ont creusé de profonds canyons vers l'Adriatique à l'ouest, vers le bassin de la Mer Noire à l'est. La Bosnie est abondamment arrosée par ses rivières, ses ruisseaux et ses sources (son nom est d'ailleurs un dérivé de bosana, racine indo-européenne signifiant eau), et bien qu'elle soit plus petite que l'État américain de la Virginie de l'Ouest, elle présente une formidable diversité de paysages, de flore, et de faune. Plus de 400 espèces de plantes endémiques rares et 200 espèces d'animaux vivent dans cet État au milieu des Balkans.

Les richesses de la Bosnie-Herzégovine ont contribué à en faire un champ de bataille depuis des siècles. Les Romains se sont battus avec les tribus autochtones illyriennes pendant plus de 150 ans dans le but de conquérir la région, non seulement pour étendre leur empire mais également pour s'assurer un accès à l'or, à l'argent, au sel, et à d'autres ressources dont elle regorge. Les Ottomans les imitèrent plus d'un millénaire plus tard, cherchant moins à convertir à l'Islam une population essentiellement chrétienne qu'à s'emparer de ces ressources dans leur percée vers Vienne. Lorsque l'Empire austro-hongrois prit le contrôle de la région en 1878, ses ingénieurs entreprirent immédiatement de faire creuser des puits et de construire des voies ferrées pour extraire les immenses richesses de la région : bois, sel et charbon. L'ancien État communiste de Yougoslavie utilisa la Bosnie-Herzégovine pour alimenter ses six Républiques en énergie, puisant dans ses ressources hydroélectriques, et y installant des centrales thermiques au charbon. Selon le Centre pour la promotion de la société civile, basé à Sarajevo, la Bosnie-Herzégovine produisait 32 % de la pollution totale de l'ex-Yougoslavie – or elle ne représentait que 20 % de son territoire et 17 % de sa population.

Aujourd'hui, on retrouve une situation similaire puisque des pays membres de l'Union européenne profitent des faiblesses du gouvernement actuel (voir notre explication « Le gouvernement le plus complexe du monde ») et du manque de régulation efficace. Rien ou presque n'a été entrepris pour amener la Bosnie-Herzégovine à

réformer ses lois environnementales et à s'adapter aux normes européennes. Un certain nombre de politiciens locaux semblent plutôt prêts à brader les richesses naturelles du pays au plus offrant. Cette colonisation écologique, véritable pillage, saute aux yeux de quiconque observe le sort réservé aux forêts de Bosnie, à l'eau, aux ressources énergétiques, ainsi qu'aux régions vulnérables en principe « protégées ».

Une brève histoire de la guerre en Bosnie

Dans l'esprit de certains Serbes, la guerre en Bosnie a commencé en 1389. C'est alors que l'armée serbe a perdu une bataille décisive au Kosovo face aux envahisseurs turcs ottomans, défaite dont résulta le martyre du Prince Lazar et l'occupation de la Serbie. Les 400 ans d'occupation turque ont profondément blessé la fierté serbe (autant que celle de nombreux autres peuples conquis des Balkans). Certains historiens faisant autorité affirment que des vaisseaux chrétiens avaient été associés aux forces turques, mais la mythologie a réduit la bataille à un affrontement entre la Chrétienté et l'Islam, et de nombreux Serbes ont nourri depuis une rancœur latente à l'encontre des Musulmans. Lorsque cette blessure d'amour-propre se chercha des cibles, elles furent faciles à trouver : approximativement 40 % de la population de Bosnie sont des Bosniaques (Musulmans) descendant d'une population chrétienne largement hérétique dont l'ouverture relative à l'Islam lui avait permis de prendre racine en Bosnie-Herzégovine (en Serbie et en Croatie, les organisations orthodoxes et chrétiennes demeurèrent plus influentes). Au Kosovo, aujourd'hui une province semi-autonome de Serbie, la population est principalement musulmane d'origine albanaise.

Les origines plus récentes du conflit sont à trouver dans la résurgence, en Yougoslavie, des nationalismes ethniques après la mort du maréchal Tito en 1981. La mort de Tito, et la période de profond déclin économique qui suivit, favorisèrent la ré-émergence sur la scène politique de sentiments nationalistes dormants. L'un des signaux les plus forts de cette résurgence fut une procession qui parcourut la Serbie avec les reliques de la dépouille du Prince Lazar pour commémorer le 600^e anniversaire de la défaite de la Grande Serbie. Le dirigeant serbe Slobodan Milosevic aggrava encore les tensions entre les Serbes et leurs voisins yougoslaves en faisant aboutir ce pèlerinage sur le champ de bataille, au Kosovo. C'est là que Milosevic annonça son intention ultime : « Nous ne pouvons exclure l'idée de faire usage de la violence pour reprendre possession des terres serbes. »

La montée de Milosevic et du nationalisme serbe déclenchèrent les référendums pour l'indépendance en Slovénie et en Croatie en 1991. Les électeurs des deux républiques soutinrent très largement la sécession d'avec la Yougoslavie. La Bosnie-Herzégovine, craignant d'être avalée ou partagée par la Serbie, tint elle aussi un référendum (boycotté par les Serbes de Bosnie) ; 65 % des résidents Bosniaques et Croates votèrent pour l'indépendance.

Ces actions menacèrent le projet de Milosevic d'unir les régions habitées par des Serbes en une grande Serbie, comprenant de larges bandes de la Croatie et toute la Bosnie-Herzégovine. Milosevic s'est alors efforcé de monter les Serbes de Bosnie contre leurs voisins croates et musulmans en les persuadant qu'ils étaient menacés, malgré (dans la plupart des cas) une coexistence pacifique qui avait duré des décennies. Les reportages à la télévision mettaient en garde les Serbes contre les dangers des fascistes croates et la menace imminente du jihad musulman. La guerre en Croatie était souvent montrée par les médias de Belgrade comme un remake de la boucherie perpétrée par les fascistes croates Oustachi responsables de la mort d'un grand nombre de Serbes durant la Deuxième Guerre mondiale. Il était facile de tenir un langage démagogique à une population serbe en majorité paysanne dans l'est de la Bosnie. Noel Malcolm, dans son histoire de la Bosnie, relate un entretien avec une femme serbe de Foca : « Voyez-vous ce champ ? » demanda-t-elle. « On dit que c'est ici qu'a commencé le jihad. Foca devait être la nouvelle Mecque. Une liste de Serbes condamnés à mort a été dressée. »

Des informations faisant état de camps de concentration dirigés par des Serbes commencèrent à circuler au milieu de l'année 1992, et des rapports de viols et de meurtres à grande échelle furent ensuite confirmés. Fin 1992, plus de 70 % de la Bosnie-Herzégovine était occupée par les forces serbes et plus d'un million de Musulmans bosniaques et de Croates avaient fui le pays. Les Serbes avaient établi le contact avec leurs frères d'armes dans la Krajina croate et la région slovène de l'Est de la Croatie : la Grande Serbie semblait en vue.

Pendant ce temps, l'intervention des Nations Unies se révélait d'une manière générale inefficace. La Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) fut mandatée pour faire observer les éléments fondamentaux de la loi internationale tout en respectant le principe de neutralité, qu'elle a souvent paru interpréter comme une indifférence

morale entre les agresseurs et leurs victimes. En 1992, les soldats de la force de maintien de la paix de l'ONU furent reçus comme des sauveurs par les habitants de Bosnie, mais rapidement, ces derniers réalisèrent qu'il était très improbable que la force de l'ONU assumât son rôle. Dans les « zones de sécurité » établies par le Conseil de sécurité à Srebrenica et à Zepa, la FORPRONU a désarmé les forces de défense de la Bosnie, sur l'insistance des Serbes, tout en échouant dans leur mission de protection. Plus de 7'000 personnes ont finalement été massacrées à Srebrenica en 1995, cela alors qu'elles jouissaient de la « protection » des forces onusiennes. À Omaska, Trnoplje, Manjaca, et dans d'autres camps de concentration installés sur des territoires tenus par les Serbes, par lesquels passèrent plus d'un million de civils selon un plan de nettoyage ethnique systématique, la FORPRONU n'est simplement jamais arrivée.

Le plan de paix Vance-Owen proposé au début 1993 fut rejeté comme injuste et impossible à mettre en application. Il prépara en fait le terrain au conflit armé entre les forces armées croates et musulmanes, alliées jusque là. Les Croates, sous la conduite autoritaire de Franjo Tudman à Zagreb, préparèrent un plan pour prendre une partie de la Bosnie-Herzégovine et l'annexer à la Croatie. Cela se serait traduit par le déplacement forcé d'un grand nombre de Croates de Bosnie dans les régions que la Croatie prévoyait de contrôler, principalement l'ouest de l'Herzégovine, et d'en expulser leurs anciens alliés, les Musulmans de Bosnie. Dans une rencontre secrète, Tudman et Milosevic se seraient apparemment mis d'accord sur le partage de la Bosnie entre eux, ville par ville, région par région. Or ces plans n'ont pas inclus les Musulmans de Bosnie qui devaient être expulsés, tués, ou vivre comme des minorités en Grande Serbie et en Grande Croatie.

Lorsque l'accord de Washington mit fin au conflit entre Croates et Musulmans en mars 1994, les routes vers la Bosnie centrale et du nord-est furent ouvertes, ce qui permit d'acheminer de l'aide à de nombreuses populations encerclées qui souffraient de la faim. Sarajevo cependant demeura emprisonnée dans sa vallée prison, toujours assiégée par les Serbes. L'alimentation, les munitions et les provisions étaient acheminées à Sarajevo par la seule voie sûre : un tunnel de 600 mètres partant de sous l'aéroport contrôlé par les Nations Unies. La population de Sarajevo, pendant plus de 1200 jours, vécut sans approvisionnement adéquat en eau, en nourriture et en électricité, et sous la menace des tireurs embusqués et des tirs d'artillerie. Selon certaines estimations, à Sarajevo seulement, 10'000 civils, dont 1'500

enfants, ont été tués, malgré la protection de l'ONU. Le sort des populations dans d'autres zones protégées ne fut guère meilleur. Les convois de l'ONU – conduits par des Casques Bleus de plus en plus fréquemment pris pour cibles par les Serbes, équipés de peu de moyens, ou d'un mandat trop faible pour les protéger – atteignirent ces enclaves uniquement au gré des humeurs serbes.

Après des années d'échecs des efforts diplomatiques menés par les Européens, les États-Unis augmentèrent la pression pour que le conflit prenne fin. Des bombardements ciblés de l'OTAN endommagèrent sévèrement les réseaux de communication des Serbes et les routes assurant leur approvisionnement, et les armées de Bosnie et de Croatie purent reprendre de larges bandes de terre de la Krajina en Bosnie. Ils marchèrent presque jusqu'à l'entrée de Banja Luka, la plus grande ville tenue par les Serbes, avant que les autorités américaines ne réunissent les trois partis sur la base aérienne de Wright-Patterson à Dayton en Ohio. Le 21 novembre 1995, après des semaines de négociations épuisantes, un accord fut trouvé, et des accords de paix furent signés à Paris trois semaines plus tard.

Dans cette histoire d'une diplomatie impuissante à faire naître une solution se trouve la racine du dilemme actuel en Bosnie. Les âpres divisions à l'intérieur de l'Europe sur la réponse appropriée à donner à la guerre, et la décision de l'ONU de jouer un rôle neutre d'observateur sur des terres où la brutalité était devenue la norme, ont contribué à tracer la voie aux criminels, aux brutes et aux fous en tout genre. Ceux-ci enfoncèrent la Bosnie-Herzégovine dans le chaos, et donnèrent puissance et légitimité aux partis politique mafieux qui dominent toujours le pays. La profondeur de l'absurdité est exprimée par une blague macabre d'un ami. Se référant au leader serbe Radovan Karadzic elle dit : « Un homme tue un autre homme et est condamné à la prison à vie. Un homme tue 20 hommes et est envoyé dans un asile de fous. Un homme tue 200'000 hommes et est invité par les Nations Unies à négocier la paix. »

Les forêts

Avec un taux de chômage atteignant des sommets et un produit national brut par habitant vingt fois moindre que celui des États-Unis, peu de gens en Bosnie-Herzégovine ont le temps ou le goût de s'intéresser à ce qui se résume à une crise forestière. Plus de 50 % du pays était couvert de forêts avant la guerre, mais l'exploitation des forêts anciennes et la tendance à la réaffectation des terrains après les

coupes à blanc (coupes-rases) ont ramené ce chiffre à moins de 35 % aujourd'hui (*The Economist* l'a évalué à 30 %). Les institutions légalement en charge de réguler l'industrie forestière ont une réputation épouvantable, et la plupart des environnementalistes pensent que si les statistiques sont si peu nombreuses, et si inexactes, c'est parce que la présentation de la vérité pousserait à la démission plusieurs représentants du gouvernement, et provoquerait le tarissement de la manne financière que représente la vente de bois dur de haute qualité.



Prise six ans après la fin de la guerre, cette photo es collines environnant Sarajevo révèle les dommages infligés tant aux personnes qu'aux terres à proximité des villes ou des villages.

Autour de Pale, l'ancienne capitale de la République Srpska qui fait partie aujourd'hui de la Bosnie-Herzégovine, une région qui a apporté un soutien nationaliste franc et massif au criminel de guerre Radovan Karadzic, plus de 240 compagnies de bois sont en activité. Fondoko, un groupe de défense de l'environnement basé à Sarajevo, estime qu'au moins 60 % de celles-ci ne sont inscrites sur aucun registre.

Le gouvernement le plus compliqué de la planète ?

Si un chameau est un cheval conçu par un comité, alors le gouvernement de Bosnie-Herzégovine est un chameau et un bœuf musqué conçus par un comité de chevaux qui les a accouplés. En bref : très maladroit et susceptible de tous les dysfonctionnements. Mais c'est peut-être ce qui pouvait être imaginé de mieux étant donné les circonstances.

La structure gouvernementale de la Bosnie-Herzégovine est le résultat des Accords de paix de Dayton, signés en novembre 1995, qui mirent fin à la guerre. Les Accords ont établi deux entités à l'intérieur des frontières reconnues de la Bosnie-Herzégovine. La République Srpska, aujourd'hui peuplée majoritairement de Serbes, a reçu 49 % du territoire total de la Bosnie-Herzégovine. La Fédération composée de Bosniaques (les Musulmans de Bosnie) et de Croates a reçu les 51 % restant. Les deux entités sont mandatées pour respecter la constitution rédigée à Dayton et pour gouverner conjointement l'État souverain de Bosnie-Herzégovine. Au sommet de cette structure, on retrouve la Présidence, partagée par trois personnes représentant les trois groupes ethniques importants (les Bosniaques, les Serbes, les Croates). Les co-présidents partagent une administration tournante munie d'un porte-parole principal unique, bien que chacun d'eux ait des pouvoirs décisionnels égaux.

La République Srpska a son propre parlement, son Premier ministre, et ses ministères de la Défense, du Commerce, de l'Éducation de la Santé, etc. La Fédération a une structure similaire, sauf qu'elle est se découpe en dix cantons, pour tenir compte de sa diversité ethnique qui inclut des Croates catholiques et des Bosniaques musulmans. Ces cantons pratiquent une autogestion régionale par l'entremise d'une structure administrative similaire à celle de la Fédération. Les cantons ont leurs propres ministères de la Santé, du Commerce, et de l'Éducation, et leur propre chambre des représentants. Ils jouissent d'une autorité d'autogestion significative, ce qui a compliqué la procédure de réforme de la Fédération.

À l'intérieur de la République Srpska et de la Fédération, on trouve des municipalités qui, bien que considérablement moins puissantes, jouent un rôle similaire à celui des mairies en France. Les municipalités assurent des services de santé, récoltent les impôts, et gèrent divers enregistrements. Malheureusement, leurs services font souvent double-emploi avec ceux des cantons, ce qui a pour effet de submerger la population sous la bureaucratie, et de décourager l'investissement local ou étranger.

Pour aider à l'application des Accords de Dayton et travailler avec les gouvernements locaux sur des réformes, les Nations Unies financent le Bureau du Haut Représentant (BHR). Il centre ses actions sur la création d'une nouvelle plate-forme économique, mène une campagne contre la corruption, et travaille à la standardisation des lois et des règlements aux normes européennes.

Les Accords appelèrent à la création de ministères au niveau des États, comme ceux de la Défense et de l'Éducation, mais à ce jour ceux-ci n'ont pas réellement commencé à fonctionner avec une autorité centrale. Il y a cependant des points positifs. Le Conseil des Ministres (les dirigeants de ministères au niveau des États) et le nouveau parlement national ont grandement accru leur influence au cours des dernières années en raison des pressions pour des réformes exercées par le BHR. Un ministère national de la Défense a été formé récemment en réponse à un pré-requis pour la participation de la Bosnie-Herzégovine au programme de l'OTAN « Partenaires pour la paix ». Le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce extérieur fonctionnent selon leur mandat depuis un certain temps déjà.

Cette année seulement, plus de trois millions de plants d'une pépinière à Olovo seront détruits parce que Sumarstvo, le service forestier de l'État, n'a su les mener à terme. Normalement, 20 millions d'arbres doivent être plantés chaque année, mais cette année Sumarstvo n'en a planté que 500'000. 80 % des terres boisées en Bosnie-Herzégovine sont propriété de l'État, et c'est lui qui est responsable du reboisement. La loi actuelle spécifie dans le moindre détail les exigences quant au reboisement, mais Nesad Bojadzic, l'ancien chef inspecteur des forêts en Bosnie-Herzégovine lorsque celle-ci faisait partie de la Yougoslavie, affirme que ces exigences sont ignorées d'une manière flagrante à tous les niveaux. Les chiffres qu'il cite parlent d'eux-mêmes. Par exemple, selon Bojadzic, dans la vallée de la rivière Vrbas au centre de la Bosnie, 2'900 hectares de bois dur ont été clairement coupés à blanc

sans qu'un reboisement n'ait été assuré. La coupe-rase de pins noirs sur le Mont Ozren dans le nord-est a dévasté 3'400 hectares de forêt, là encore sans qu'aucun reboisement n'ait été entrepris. La compagnie de bois Voljice Pidris a tant martyrisé une forêt ancienne que toute la ville de Gornji Vakuk fut privée d'eau pendant tout l'été dernier. Ce type de coupe à blanc n'est pas un acte criminel en Bosnie-Herzégovine (ainsi, les auteurs d'infractions à la loi peuvent recevoir une amende, mais ne peuvent être emprisonnés). Bojadzic a fait de son mieux pour combattre cette corruption, en militant pour la criminalisation des coupes-rases et la poursuite des autorités forestières complices, recommandant que les exigences de reboisement soient augmentées pour compenser près d'une décennie de coupes quasi sans régulations, et appelant à un moratoire sur les déboisements le temps que les inspecteurs locaux puissent faire des estimations exactes de la situation. Il fut à une époque l'un des experts parmi les plus reconnus de la foresterie locale, mais ses recommandations avisées sont tombées dans les oreilles de sourds.

Sombre ironie, si la loi ne protège pas les forêts de Bosnie, ce sont parfois les mines qui s'en chargent. La guerre a laissé jusqu'à 20 % des forêts minées – et ces mines constituent en effet une des rares protections pour ces forêts. Mais même dans ce cas, certains bûcherons hors-la-loi ont réussi à tourner cette situation à leur avantage dans la compétition intense pour les richesses en bois dur de la Bosnie-Herzégovine. Certains endroits où se pratiquent les coupes à blanc sont signalés avec des rubans indiquant la présence de mines terrestres et des avertissements ayant pour effet de tenir les inspecteurs et les gardes forestiers à l'écart, alors qu'ils ne sont en réalité pas minés du tout. Quelques dizaines de mètres derrière les rubans se trouvent une aire de réception du bois dur. Bien que cette pratique ne soit pas commune, cette tactique montre jusqu'où les bûcherons travaillant dans l'illégalité sont prêts à aller pour couper à blanc les forêts sans contrôle et sans taxes.

Eau et énergie

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) prévoit que d'ici 2022, la demande en eau dans le monde va croître de 31 % par rapport aux niveaux de 1995. La Bosnie est dans une meilleure position que plusieurs pays pour gérer cette demande croissante, mais elle a un besoin désespéré de prendre davantage soin de ses sources.

Les évidences d'opportunisme et d'abus sont nombreux. Prenons comme exemple le canyon accidenté et spectaculaire de la rivière Neretva, l'un des plus profonds d'Europe, et qui héberge au moins 32 espèces animales et végétales endémiques. Le canyon se situe dans la région où est projeté le nouveau parc national Prenj-Cvrsnica-Cabulja, mais la compagnie d'électricité d'Etat, Elektroprivreda, et une entreprise partenaire italienne, ont secrètement développé des plans pour y construire cinq grands barrages, dont deux sur la Neretva. La loi de Bosnie-Herzégovine impose aux compagnies qu'elles informent le public de leur intention de construire un barrage, et qu'elles obtiennent les permis appropriés, avant même de développer le moindre plan. Elektroprivreda n'en a rien fait, elle a simplement présenté des plans achevés, mettant tout le monde devant le fait accompli.

Un des barrages projetés noierait le canyon de la Neretva sous un lac artificiel qui changerait pour toujours la face de la ville de Konjic. Les habitants de Konjic ont voté très largement contre ce projet, mais leurs souhaits n'ont aucun poids. Le barrage engloutirait les villages anciens de Spiljani et de Dzajici et mènerait à la relocalisation forcée de gens ayant leurs racines dans ces vallées depuis des siècles. Lors d'une conférence de presse organisée pour annoncer le projet, l'ancien Premier ministre Ante Markovic, au nom de la compagnie italienne impliquée (dont le nom est gardé secret), s'est félicité des projets de développements économiques en cours en Bosnie-Herzégovine, alors que le pays prépare son adhésion à l'Union européenne. Mais il a omis de mentionner les raisons du barrage : la production d'électricité en vue de son exportation vers l'Italie. En effet, l'opinion publique en Italie – et ses intérêts touristiques et agricoles – ne permettraient jamais la construction de telles infrastructures énergétiques sur le territoire italien. Le défenseur de l'environnement le mieux connu de Bosnie-Herzégovine, le journaliste Nijaz Abadzic, un des 500 membres d'honneur du PNUE, a vertement condamné le plan : « Nous allons dépenser 17 millions de dollars pour réparer le vieux pont qui traverse la rivière Neretva. Un pont dont la construction demanda des années d'efforts et qui fut détruit par notre technologie guerrière et brutale en quelques secondes. Et aujourd'hui, chacun ferme les yeux sur un canyon que la nature a pris des millions d'années à creuser : aucune quantité d'argent généré par des grands barrages sur la Neretva ne pourra réparer les dommages irréversibles causés par leur construction. »

La construction de nouveaux barrages pour exporter de l'électricité n'a de toute façon aucun sens puisque les barrages existants sont sous-exploités. Selon Zelenih Konjic, un groupe environnemental opposé à la

construction au grand barrage, la demande actuelle n'utilise que 18 % de la capacité de production hydroélectrique existante. La rivière Neretva est déjà barrée par quatre grands barrages dans un couloir de 40 kilomètres qui va de Jablanica à Mostar. Avant sa nomination récente comme directeur exécutif d'Elektroprivreda, Enver Kreso s'est opposé au barrage de Konjic, et avait déclaré aux écologistes que les quatre barrages existants ne fonctionnaient qu'à une capacité située entre 17 et 20 % de leur potentiel.

En réalité, des réparations et des améliorations technologiques constitueraient une méthode beaucoup plus efficace et pratique pour augmenter la production énergétique de la Bosnie-Herzégovine. Il y a trois ans, la Banque mondiale a estimé qu'à cause de technologies périmées, la Bosnie-Herzégovine ne produit que 25 % de son potentiel énergétique existant, et pourtant peu ou pas d'efforts n'ont été consentis pour moderniser les infrastructures. Sadi Cemalovic, un ancien directeur d'Elektroprivreda pour la Bosnie-Herzégovine présente les choses ainsi : « Les gens qui travaillent pour Elektroprivreda ont toujours vécu deux fois mieux que quiconque en Bosnie-Herzégovine. Lorsque nous construisons un barrage hydroélectrique cependant, nous vivons quatre fois mieux. »

L'opinion de Cemalovic sur le projet d'un grand barrage à Konjic est simple : s'il est construit, les gens de Konjic pourront tout simplement faire leurs bagages et partir. La construction du barrage précédent à Jablanica a été la cause de changements importants des températures et de la biodiversité, et a provoqué la ruine de certaines cultures. Nombreux sont ceux qui craignent que les microclimats engendrés par un nouveau barrage, entre autres bouleversements, soient tellement dramatiques que Konjic serait détruite de diverses manières.

Cette tragédie est d'autant plus ridicule que le canyon offre des alternatives, des possibilités de développement économique plus durables. La demande pour les randonnées de rafting en eau vive connaît une augmentation rapide, et plus d'une douzaine de sociétés de rafting sont apparues pour y répondre. Les diverses formes de l'éco-tourisme – tourisme villageois, randonnées, escalade, camping, pêche et vélo – se sont toutes révélées viables. L'agriculture biologique et la production biologique de miel pourraient aider une portion bien plus importante de la population que la construction de grands barrages. Ces petites et moyennes entreprises offrent une véritable chance à la Bosnie-Herzégovine de passer d'une économie pauvre en transition à

une économie développée stable. L'éco-tourisme, en termes de main-d'œuvre, est une industrie à haute intensité (elle crée de nombreux emplois) et l'Organisation mondiale du tourisme estime que l'éco-tourisme obtient en moyenne des profits dix fois supérieurs à ses investissements. Pour ce qui est du miel, le marché est là ; la Hongrie exporte chaque année huit fois plus de miel que la Bosnie-Herzégovine n'en produit ; or les conditions pour la production de miel en Bosnie-Herzégovine, particulièrement dans la région de Konjic, sont bien meilleures qu'en Hongrie du fait du climat, de l'altitude, des heures d'ensoleillement et de la biodiversité.

Régions « protégées »

La Bosnie-Herzégovine ne protège que 0.5 % de ses terres, soit dix fois moins que les normes européennes. Les scientifiques cités en 2002 par le Centre pour la protection de la société civile pensent que 16 % de la Bosnie-Herzégovine devrait être protégé afin de maintenir la biodiversité du pays. La Bosnie-Herzégovine pourrait s'approcher de ce but en offrant le statut de parc national à la région Bjelasnica/Igman, au sud de Sarajevo, qui relie naturellement le canyon Rakitnica et le Mont Visocica à l'est et la région Prenj-Cvrsnica-Cabulja au Sud. Avec le Parc naturel Blidinje au nord du Mont Cvrsnica, cela complèterait une chaîne logique et établirait le cœur des Alpes Dinariques comme une région protégée. Le statut de protection permettrait le développement de recherches scientifiques, de l'éco-tourisme, de l'agriculture, biologique ou autre, et soutiendrait de ce fait plusieurs secteurs de l'économie au croisement de ces activités. Cette initiative ne ferait pas que valider la valeur inestimable de cette région mais elle permettrait de renforcer les efforts pour faire cesser les coupes illégales et les déversements.

Cet objectif semble pourtant lointain. La vallée de la Neretva a été ravagée par les coupes illégales, les déversements et l'exploitation de carrières, cela malgré – ou en a-ce été la cause? – qu'elle eût été désignée parc national avant la guerre et qu'elle fût étudiée à cette fin. Les problèmes de coupe à Prenj et à Cvrsnica ont atteint des proportions épidémiques. Dans les municipalités de Jablanica et de Konjic, la coupe illégale a détruit les derniers exemples des pins noirs menacés Munika et Tise, des arbres qui étaient fortement exploités au tournant du vingtième siècle par l'Empire austro-hongrois et furent mis sur la liste des espèces protégées à l'époque de la Yougoslavie. Bien que la coupe du pin noir endémique Munika fût déclarée illégale par le

parlement de la Fédération, la Compagnie Sipad Wood, le plus grand exportateur de bois du pays, a illégalement construit une route menant au cœur des Monts Prenj pour y couper ce qui restait de pins Munika. Lorsque les environnementalistes manifestèrent leur opposition, Sipad prétendit qu'il s'agissait de coupes « sanitaires » pour combattre la menace de maladies qui se propageaient, mais il n'y eut jamais confirmation de cette affirmation par le ministère des Forêts et de l'Agriculture. Une évaluation indépendante dirigée par des écologues du Conseil de la Ville de Mostar confirmèrent au contraire que les coupes n'étaient en aucune manière sanitaires. Sipad a également pratiqué la coupe illégale dans la région strictement protégée de Diva Grabovica sur le Mont Cvrnsica. D'anciennes forêts de boulots ont été rasées du flanc de la montagne, accélérant l'érosion et le phénomène d'envasement du réservoir derrière le barrage hydroélectrique de la rivière Neretva.

Une autre compagnie, Prominvest of Konjic, creusa une carrière de sable à Diva Grabovica en 1996 sans obtenir les permis exigés. Une



Beauté naturelle et sale guerre : les Musulmans retournent dans leurs maisons « nettoyées » pour n'y trouver souvent que des ruines. Cette femme vivait près de Srebrenica, où des milliers de personnes sont mortes malgré une zone de sécurité créée par les Nations Unies ; elle a perdu l'essentiel de sa famille.

mise en accusation du Conseil de la Ville de Mostar mena à une bataille contre la compagnie devant les tribunaux et à une décision contre Prominvest par la Cour suprême. La compagnie ignore la décision et poursuit ses opérations. Puis le département responsable des questions écologiques au Conseil de la Ville de Mostar fit pression auprès du ministère de l'Aménagement et de l'Environnement de la Fédération. Le ministère entra en matière après maintes hésitations, mais publia finalement un avertissement « final » : fermez la carrière ou le ministère fera démanteler les installations. Cette décision fut elle aussi ignorée et la menace se révéla sans fondement. D'autres plaintes émanant des groupes environnementaux amenèrent le ministère à émettre un autre avertissement « final », cette fois assorti de la menace de couper l'électricité. La date limite (21 octobre 2003) fut là encore franchie sans réaction de la part du ministère.

Pendant ce temps, les managers de Prominvest ripostèrent en abreuvant les médias de communiqués dans lesquels l'entreprise se présentait comme la victime d'une « mafia d'écologistes ». La compagnie exhiba également un document qu'elle présenta comme un certificat écologique – non officiel et sans la reconnaissance d'écologistes indépendants – affirmant que la carrière n'était pas un danger pour l'environnement. Enver Becirovic, le directeur de la compagnie, fut aperçu menaçant physiquement et intimidant les environnementalistes et les autorités publiques. (Il m'a crié une fois: « Qui se soucie de la nature ? Voulez-vous me dire que la vie d'une chèvre sauvage est plus importante que de nourrir mes travailleurs ? Ce ne sont que des paquets d'arbres et de montagnes au milieu de nulle part ! ») Pour obtenir le soutien des Musulmans à ses combines, Becirovic a tenté de présenter sa compagnie comme la victime d'une « croisade chrétienne », du BHR (voir « Le gouvernement de plus compliqué de la planète ? ») et d'entités européennes travaillant en Bosnie-Herzégovine – omettant de mentionner que la plainte contre Prominvest émanait de Sead Pintul (un représentant du Conseil de la Ville de Mostar), et qu'elle fut soutenue par Nijaz Abadzic, tous deux Musulmans de Bosnie. Prominvest a signé un accord de 500'000 dollars avec Elektroprivreda pour la production de poteaux en béton destinés à ses installations électriques, une production impossible sans le sable de la carrière de Diva Grabovica. Des sources anonymes du ministère de la Fédération affirment que des pressions intenses exercées par les membres du parlement proches d'Elektroprivreda les ont forcés à abandonner leurs ordonnances. Mais légalement, disent-ils, Prominvest n'a aucun argument sur lequel appuyer sa position.

Complicité

Après la guerre, vint le déluge – de personnes venues de l’extérieur. Elles vinrent avec divers motifs : pour guérir et consoler, pour aider à la reconstruction, pour enseigner le capitalisme. Certains vinrent pour gagner un peu d’argent. Se réveillant à peine d’une sale guerre alimentée par d’anciennes suspicions, les habitants de Bosnie (quoi de plus naturel?) ont éprouvé une certaine méfiance à l’égard de cette avalanche de nouveautés.



Lukomir : une bergère ramène son troupeau après une journée de pâture.

Les montagnards de Bosnie sont-ils menacés de disparition ?

Lukomir et d’autres villages semblables dans les montagnes de Bosnie sont une fenêtre ouverte sur un passé ancien. Les vieilles maisons en pierre, dont la toiture est constituée de bardeaux de cerisier, perpétuent un type de construction médiévale que l’on ne trouve que rarement aujourd’hui, et abritent les restes d’une des dernières cultures pré-

industrielles d'Europe. La Société royale britannique d'histoire de l'architecture a affirmé que Lukomir est un des rares villages de ce type à subsister.

Mais c'est aussi un village qui se meurt. La vie dans les montagnes n'a jamais été facile, mais la guerre récente a encore aggravé la difficulté de gagner sa vie dans un endroit parmi les plus isolés du pays : par sa géographie montagnaise, par son altitude (près de 1'500 mètres au dessus du niveau de la mer), et par son climat (Lukomir est enneigé cinq mois par année). La modernité est également une menace. La vie dans les villages de montagne demeure largement traditionnelle (élevage de troupeaux) et souffre depuis longtemps du départ des jeunes. Lorsque la guerre éclata, on creusa des tranchées dans les prairies, les canyons profonds devinrent des lignes de front, et les sommets des positions d'artillerie. Les montagnards étaient simplement au mauvais endroit et devinrent les victimes de destructions systématiques. Plusieurs durent quitter leurs terres à cause du conflit et découvrirent à leur retour qu'ils avaient perdu leur petit et gros bétail, l'ancienne colonne vertébrale économique des régions de montagne. La reconstruction et les aides au retour se sont surtout focalisées sur les régions à fortes densités de population, laissant dépérir de nombreux villages de montagne. De nombreux dispensaires ruraux, de nombreuses écoles n'ont jamais réouvert. Les villages qui ont réussi à renaître sont principalement peuplés de personnes âgées et font face au destin inévitable de villes fantômes ; le manque de services sociaux et d'activités économiques viables ont obligé les générations plus jeunes à fuir vers les villes. Même avec des programmes de micro-crédits offrant des prêts pour acheter des animaux de ferme, des obstacles comme des transports de mauvaise qualité et un accès difficile aux marchés, ajoutés au manque de main-d'œuvre jeune, font du retour une option pleine d'incertitudes. En plus de tout cela, dans plusieurs de ces endroits, en particulier au Mont Bjelasnica près de Sarajevo, l'exploitation des forêts a causé des dégradations importantes à la terre. Lukomir a perdu récemment deux de ses trois sources d'eau lorsqu'elles furent détournées par la municipalité de Konjic pour alimenter d'autres régions. Cette perte menace aujourd'hui la capacité des villageois à alimenter leurs troupeaux en eau.

Les environnementalistes ont usé du lobbying pour faire déclarer Lukomir monument culturel et historique, ce qui pourrait lui permettre de survivre. Sinon la Bosnie-Herzégovine pourrait perdre un de ses atouts, et un de ses liens parmi les plus précieux avec son passé.

Par exemple j'ai rencontré un vieil homme qui se montrait sceptique quant à l'utilité de la présence de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine. Le capitalisme, m'a-t-il expliqué, change l'esprit de référence, et l'âme des communautés. « Juste là-bas, à Bascarsija, il y a un fabricant de chaussures avec une femme et deux enfants », me dit-il. « Un matin un client est entré dans son magasin avec l'intention d'acheter une paire de chaussures. Le boutiquier lui dit: "Merci de votre présence dans mon magasin monsieur, mais mon voisin fabrique aussi de bons souliers, et lui aussi a une femme et deux enfants. J'ai déjà vendu une paire de chaussures ce matin. Faites-moi la grâce d'acheter chez lui pour qu'il puisse prendre soin de sa famille. " » Le vieil homme fit une pause. « Cela, fils, tu ne trouves pas à l'Ouest. C'est ainsi que nous avons grandi et c'est ainsi que les choses doivent être. »

Cette petite histoire fait écho à la prudence de nombreux habitants de Bosnie concernant les motivations et les buts des intérêts étrangers actifs dans le pays. Car bien que les locaux soient en fin de compte responsables de l'exploitation peu scrupuleuse des richesses naturelles de leur pays, ils ont reçu passablement d'aide de l'extérieur pour agir ainsi.

Certains des voisins les plus proches de la Bosnie-Herzégovine ont été impliqués dans ce qui pourrait être appelé une colonisation écologique du pays, et plusieurs ont le sentiment que c'est un exemple particulièrement dangereux à montrer à un gouvernement déjà tenté par la corruption. La communauté internationale se présente comme marchant sur les hauteurs du terrain de la morale, et présente son programme de réformes comme lié aux normes européennes – mais lorsqu'il s'agit d'exploiter les ressources naturelles de la Bosnie-Herzégovine, il semble toujours qu'il puisse y avoir des exceptions. Par exemple, la reconstruction massive de maisons, détruites au Kosovo par les forces serbes et les bombardements de l'OTAN, bien que partant de bonnes intentions, fait payer un lourd tribut aux forêts de Bosnie-Herzégovine. Des centaines d'entreprises travaillant illégalement ont vendu du bois dur de haute qualité à des ONG pour les efforts de reconstruction après les bombardements en Serbie et au Kosovo en 1999. Des entrepreneurs privés slovènes ont l'intention de construire des centaines de petits barrages – chacun ne produisant qu'un mégawatt d'énergie électrique – pour tirer profit de la ressource naturelle la plus précieuse et la mieux préservée de Bosnie, ses rivières de montagnes et leurs eaux cristallines. (Contrairement à la situation en Slovaquie, où les groupes de défense de l'environnement sont si

puissants que les projets de barrages hydroélectriques sur la rivière Suca ont été abandonnés après une vive réaction de la société civile, la population en Bosnie, elle, demeure largement mal informée et silencieuse.) L'Autriche a continuellement importé du bois dur de Bosnie à un prix bien en dessous du marché, et ce pays n'a montré aucun intérêt à voir les lois qui gèrent la forêt, ou la réglementation, être appliquées par leurs partenaires locaux.

Le Bureau du Haut Représentant, créé sous les accords de Dayton, structure et représente la présence de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine. Il a été mis sous une pression grandissante pour montrer de véritables résultats après plus d'une décennie d'aide, bien que l'incitation aux réformes soit vue par certains politiciens locaux comme fortement dirigée et non démocratique. Un ancien parlementaire britannique, Lord Paddy Ashdown, nommé Haut Représentant, s'est engagé dans un bras de fer pour faire appliquer la réforme. Son administration, souvent critiquée comme une puissance colonisatrice ou impérialiste, s'est lancée dans une campagne contre la corruption qui a eu pour effet le congédiement d'un nombre important d'officiels (dont le président serbe de Bosnie Mirko Sarovic, qui fut remercié en 2003, accusé d'être impliqué dans la vente illégale d'armes à l'Irak par l'entremise d'un vendeur d'armes en Serbie). Profondément endettée auprès la Banque mondiale, la Bosnie-Herzégovine doit revoir ses dépenses publiques. Un comité de choc a été établi pour assurer l'adoption rapide de lois au parlement visant l'élimination des obstacles administratifs et la réduction d'un secteur public à l'administration pléthorique. Ces mesures ont apporté des résultats notoires dans l'allégement de certaines taxes et dans l'élimination de procédures administratives coûteuses et laborieuses qui décourageaient les investisseurs étrangers.

Ce sont là dans une certaine mesure des démarches positives. Le problème est que le secteur privé en Bosnie-Herzégovine est tout aussi corrompu que le secteur public. Dans plusieurs cas, les principales entreprises et organisations privées sont dirigées par le même cercle de personnes qui domine la scène politique. La formule qui anime les efforts de la communauté internationale – toute croissance est bonne, nonobstant son impact sur l'environnement – est souvent tacitement complice de grandes entreprises qui pratiquent l'évasion fiscale, exploitent les ressources naturelles et soutiennent les mouvements nationalistes. Joanna Walshe, une anthropologue qui travaille pour une firme environnementale basée à Sarajevo, *Green Visions*, [note de

l'auteur : j'ai aidé à fonder *Green Visions*] conclut que « malgré une critique continue des mesures souvent draconiennes que les nations endettées doivent prendre pour continuer à recevoir de l'aide et des prêts du Nord, la Banque mondiale et le FMI (Fonds monétaire international) continuent à imposer leur médecine néo-libérale aux pays en développement, enfonçant plus profondément les pays déjà pauvres dans l'endettement. Le modèle sur lequel ces mesures de réformes s'appuient n'est plus justifiable. L'approche du marché pour réduire la pauvreté a échoué, et devrait céder la place à une idée de croissance plus appropriée culturellement, autosuffisante, et centrée sur l'humain. »

Plusieurs habitants de Bosnie ont le sentiment qu'en suspendant la carotte de l'admission dans l'Union européenne au-dessus de leur tête, la communauté internationale s'est donné les mains libres pour atteindre ses objectifs, démocratiquement ou pas. D'une certaine manière, c'est la vérité. Cependant la démarche et les actions du BHR en Bosnie sont facilitées – en fait, rendues possibles – par l'affreuse gestion locale de ce pays à tous les niveaux. La corruption y fait à ce point partie de la vie quotidienne que l'extraire, mauvaise herbe par mauvaise herbe, demandera un grand effort. Les fonctionnaires ont rarement démontré leur volonté de reconstruire le pays, ni leur compétence pour le faire, pas plus que leur sens du compromis. Quant aux intellectuels et aux scientifiques, ils ont été constamment marginalisés dans les processus de prises de décision par des autorités incompetentes. Les attitudes brutales des autorités envers l'environnement font clairement écho aux comportements de plusieurs d'entre elles lorsque c'étaient des humains qui subissaient leur violence il y a quelques années.

Des alternatives viables

Si les plans actuels sont menés à bien, l'inondation des canyons de la Neretva et de la Rakitnica par les barrages hydroélectriques à Konjic mènera à l'exode complet de la population locale des villages de Spiljani et de Dzajici et menacera sérieusement la vie traditionnelle des villages de Dubocani et de Lukomir (voir notre encadré « Les montagnards de Bosnie sont-ils menacés de disparition ? »). Selon une étude sur Lukomir menée par *Green Visions* et Chad Staddon de l'Université de l'Ouest de l'Angleterre, la population y décline déjà, principalement à cause du manque d'écoles, de cliniques et d'autres

services sociaux,. Mais l'étude a aussi montré que les villageois veulent préserver leur mode de vie de bergers de montagne, tout en étant ouverts à des moyens de subsistance alternatifs.

De telles alternatives – l'éco-tourisme et l'agriculture biologique, par exemple – pourraient fournir de meilleures perspectives à long terme, un développement favorable à l'écologie et à une portion beaucoup plus importante de la population que l'exploitation forestière et de grands barrages. Selon l'Association mondiale du tourisme, ces secteurs à forte intensité d'emplois croissent à un rythme de 15 à 20 % par année. Dans un rapport publié en 2003, l'Institut de recherche de Stanford a placé la Bosnie-Herzégovine parmi les cinq pays offrant le plus grand potentiel de croissance de l'éco-tourisme – pour autant que les terrains naturels dont dépend cette activité ne soient pas détruits.



La vague de chaleur de l'été 2003 a déclenché de nombreux feux de forêt. Les champs de mines, qui occupent approximativement 20 % des forêts de Bosnie, bloquent les efforts des pompiers pour éteindre les flammes.

On se trouve à la même croisée des chemins en ce qui concerne les questions énergétiques. Les anciennes centrales thermoélectriques

polluantes de Tuzla et de Kakanj ont une capacité de 32 mégawatts. Or des expériences conduites par la faculté d'ingénierie de l'Université de Mostar sur le plateau de Podvelezje, non loin de là, suggèrent que 230 mégawatts pourraient être produits par un champ d'éolienne dans cette région. Il n'y a pas de problème d'énergie en Bosnie-Herzégovine, ce sont les méthodes de production qui posent problème. Alors que plusieurs pays se tournent vers des formes plus évoluées d'énergie, comme le vent, la Bosnie-Herzégovine veut construire cinq grands barrages et des douzaines de petits barrages qui vont compromettre ses rivières et ses précieux ruisseaux qui coulent librement.

S'il existe un espoir que la Bosnie-Herzégovine puisse capitaliser sur ces possibilités et s'orienter vers un avenir plus respectueux de l'environnement, il se trouve dans son histoire. Les habitants de la Bosnie ont été sensibles à la question dans le passé. La Bosnie-Herzégovine était un des hauts-lieux de l'industrie de l'ex-Yougoslavie, une fédération de 25 millions de personnes, et les ressources naturelles de la Bosnie ont été lourdement exploitées durant l'ère socialiste. Après la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des pays socialistes ont mal estimé les conséquences écologiques de l'industrie lourde, et la Yougoslavie n'a pas fait exception. Mais une réglementation stricte imposée durant la deuxième période du régime du maréchal Tito a amené des changements significatifs de la réglementation industrielle, et de la protection de la nature vierge de Yougoslavie. Ces lois environnementales étaient tout à fait à la hauteur des normes internationales de l'époque, et les voix de la science et de la raison réussissaient à produire des réformes environnementales.

Lorsque les Accords de Dayton ont été signés, ces lois ont été incluses dans la nouvelle constitution de la Bosnie-Herzégovine, le temps que des lois européennes plus modernes soient adoptées. Mais cette sympathie en herbe pour des normes environnementales progressives s'est endormie avec la chute, tandis que s'effondrait la Yougoslavie, des règles de droit et des mécanismes permettant leur application. Bien que les réglementations et les lois soient restées les manuels, la région a sombré dans une espèce de chaos, dont a résulté une guerre jamais vue contre les forêts et les cours d'eau dans tout le pays.

Mais l'histoire de la Bosnie leur a offert une expérience récente durant laquelle un environnement soutenant leur vie économique était traité avec respect. Et alors que les cris des scientifiques, des environnementalistes et des communautés affectées sont souvent

restés sans écho de la part d'une élite politique illettrée au niveau de l'écologie, il est de plus en plus difficile pour cette élite d'ignorer complètement le sentiment en faveur de l'environnement – qui, bien que resté longtemps silencieux, n'a jamais disparu entièrement, et commence aujourd'hui à se réveiller et à s'exprimer avec une nouvelle vigueur. Les circonstances économiques continuent à absorber le temps et les efforts de nombreux habitants de la Bosnie, mais certains d'entre eux commencent à comprendre exactement ce qui est fait à leur pays, et qui en est responsable. Ils commencent à élever la voix, protestant contre les coupes à blanc, le détournement des rivières et des petits cours d'eau et la pollution de l'air. La Bosnie-Herzégovine se dirige vers un réveil écologique. Lorsqu'il surviendra, il sera assez puissant pour provoquer un virage radical.

Tim Clancy a travaillé pour l'assistance internationale et vécu en Bosnie-Herzégovine depuis la fin de 1992. Il a également coordonné des projets d'aide au Monténégro, en Albanie, et au Kosovo durant la crise en 1999. Né aux Etats-Unis, il est partenaire du projet pour l'écotourisme et la protection de l'environnement basé à Sarajevo, *Green Visions*. Il a lancé une nouvelle organisation non gouvernementale, *Earth in Mind (Terre en tête)*, dédiée au développement des communautés, à l'environnement et à l'éducation.